

# L'action des C.D.L. avec Henri Maillot

Les faits que j'évoque concernent la capture, il y a cinquante ans, le 4 avril 1956, d'un chargement d'armes et de munitions de l'armée colonialiste française, au profit de la résistance algérienne et de son bras armé l'ALN. A l'occasion d'autres dates anniversaires dans les mois prochains, j'aborderai quelques enseignements et les suites de cette action, notamment les rapports qui se sont instaurés entre le FLN et le PCA, avant et après le Congrès de la Soummam.

## TÉMOIGNAGE DE SADEK HADJERÈS

Les préparatifs ont concerné, avec Henri Maillot, un noyau de participants directs et indirects d'une quinzaine d'hommes et femmes, militants actifs ou sympathisants. Ils ont duré environ trois mois. C'est en décembre 1955 que se sont nouées les informations et les circonstances qui nous ont décidés à cette opération.

Un membre du Comité Central de notre parti («Oudaï» pour ses amis), tout juste revenu d'une tâche qui lui avait été confiée en Europe depuis deux ans, était hébergé pour quelques jours à El-Madania (ex-Clos Salembier) chez les parents d'Henri Maillot. Il attendait de rencontrer les dirigeants du PCA, avant de rejoindre sa ville natale, où il assumera la direction clandestine de la région durant toute la guerre. Henri arrive à ce moment en permission chez ses parents. A Oudaï, qu'il connaît depuis longtemps, il fait part de sa situation de rappelé dans l'armée française avec le grade d'aspirant à Miliana, ainsi que de son ardent désir de faire «quelque chose». Cela ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd, et leurs échanges seront rapportés à la rencontre d'Oudaï avec Larbi Bouhali, premier secrétaire du PCA, et de Bachir Hadj Ali. Fallait-il confier à Henri un travail politique et de propagande dans l'armée, comme le faisaient d'autres communistes algériens ou français mobilisés, qui diffusaient clandestinement *La Voix du Soldat*, organe du réseau anti-guerre coloniale ? C'était trop peu par rapport à ce que souhaitait notre camarade et surtout aux possibilités qui pouvaient s'ouvrir à un moment où, comme nous le disait un militant, tout jeune Algérien rêvait de voir chaque objet traînant dans la rue se transformer en arme.

Sous l'apparence d'un hasard, ce concours de circonstances et la décision qui en a découlé étaient le résultat d'un travail politique remontant à plusieurs années. En fait, le PCA venait de rappeler Oudaï de Budapest (Hongrie), où il aimait depuis 1953 l'émission, en arabe classique et populaire, de «*Saout al Istiqlal w' as-Silm*» (La Voix de l'Indépendance et de la Paix) en direction des pays du Maghreb. Programme éloquent qui trouva sa pleine mesure dès les premières actions des «*fellaqas tunisiens*» et le déclenchement de l'insurrection algérienne. Cela lui avait valu, en juin 1955, une lettre de remerciements des dirigeants du FLN au Caire, signée Ait Ah-



med, qui souhaitait en même temps que la radio diffuse l'appel du 1<sup>er</sup> Novembre 54. «*Nous l'avons déjà fait dès les premiers jours*», lui fit répondre Oudaï. Ce qui avait d'ailleurs attiré les protestations du gouvernement français et ses pressions sur la Hongrie pour arrêter ces émissions. Peine perdue, les arguments de Oudaï auprès du PC hongrois furent plus convaincants !

Henri Maillot, quant à lui, était de longue date un des dirigeants de l'UJDA (Union de la jeunesse démocratique algérienne) et travaillait dans l'administration d'Alger républicain. Je l'avais connu à une école élémentaire du parti que j'avais suivie au début des années 1950 [qu'avait suivie aussi Fernand Iveton ; ils étaient avec Claude Duclerc les seuls camarades «européens» de l'école qui en comptait une quinzaine]. Plutôt silencieux et à l'écoute des autres, de tempérament calme et sensible, ayant grandi dans le quartier populaire du Clos, il se sentait algérien, avec des convictions anticolonialistes et de justice sociale d'une grande fermeté. Il comprenait cependant les inquiétudes des travailleurs européens. Il fallait, selon lui, les gagner à l'idée d'une Algérie où leurs frères de classe musulmans recouvriraient enfin leurs droits nationaux. J'ai apprécié ses qualités lorsque, étant moi-même plusieurs années élu à différentes responsabilités dans l'AEMAN (Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord), nous organisions les journées anti-colonialistes mondiales ou d'autres manifestations avec l'UJDA, les SMA (Scouts musulmans algériens) et les jeunes des organisations syndicales. Les responsables de l'UJDA comme lui, Hamou Kraba, Noureddine Rebbah, Mustapha Saadoun, les deux frères Aouissi, Marie Lyse Ben-haim (future Myriam Ben) et

d'autres œuvraient avec passion et constance à faire avancer l'idée d'union pour l'indépendance, en dépit des pesanteurs réformistes résiduelles qui subsistaient dans différents cercles nationalistes ou communistes.

Il vécut au mois d'août 1955 un événement qui l'a bouleversé et a durci sa haine de l'oppression coloniale. En tournée pour le service des ventes du journal, il fut témoin impuissant des massacres perpétrés par les colonialistes militaires et civils, en représailles contre les populations musulmanes innocentes, dans le Constantinois. Ceux qui l'ont approché à son retour de ces visions tragiques ont senti qu'il ne désirait plus vivre que pour en finir par tous les moyens avec un système aussi barbare. C'est dans cet état d'esprit que l'a trouvé Oudaï.

Acquis d'emblée à la lutte armée, par prudence il n'avait pas voulu jusque-là confier ses possibilités à n'importe qui. Le parti, de son côté, qui avait affirmé sans réticence la légitimité et les raisons des premières actions armées du FLN, n'avait pas réussi encore à le contacter directement et sans intermédiaire depuis son départ à l'armée comme rappelé, car nous faisons preuve de prudence dans la prospection des cadres pour ne pas brûler ceux qu'il était souhaitable de verser dans les Combattants de la libération (CDL).

Cette organisation avait été créée en février 1955. C'est à ce moment-là que Bachir Hadj Ali, membre du secrétariat du parti et désigné pour cette tâche, m'avait contacté pour me communiquer la décision de principe. Il m'avait confirmé ce que je savais par ma propre expérience ; en dépit des contacts formels ou informels pris avec le FLN à la base et à des niveaux intermédiaires (ce que j'avais fait moi-même à Larbâa, à El-Harrach et à Alger), il n'y avait pas de répondant de la part de

leurs plus hauts dirigeants, alors que nous leur faisons savoir par différents canaux possibles notre souhait de discuter les formes que pourraient prendre la participation et le soutien de notre parti. Il était arrivé que certains d'entre nous soient hébergés chez des amis communs en même temps que des dirigeants FLN ou ALN, séparés d'eux par une simple cloison, sans que cette proximité n'ait permis ne serait-ce que des échanges exploratoires.

La création des CDL fut ainsi une mesure urgente en attendant que les choses se clarifient avec le FLN. Il n'était pas question que nombre de nos camarades aptes et volontaires au combat restent les bras croisés ou attendent passivement d'être arrêtés pour leurs opinions.

Donc trois mois après le début de l'insurrection, je commençai les premières activités de prospection et de mise en place d'une formation armée autonome. Je le fis en veillant à garder une couverture par mes activités politiques (campagnes d'agitation et de solidarité pour l'indépendance) et professionnelles (médecin dans le cabinet de groupe du Dr Zemirli à El-Harrach et chercheur au laboratoire de bactériologie de la faculté de médecine). Avec Bachir et sous sa responsabilité, nous avions constitué le groupe de direction des CDL dans lequel j'ai été chargé de la responsabilité organique tandis que Jacques Salort, (parallèlement à sa fonction d'administrateur d'Alger républicain) assumait la responsabilité des tâches techniques.

Un premier bilan a été fait par Bachir vers le début du mois de mai 1955 devant le bureau politique, dont je venais de devenir membre. Le BP adopta la poursuite de l'initiative des CDL et la confirma aussitôt aux directions régionales, parallèlement aux contacts directs pris avec les camarades que nous avions sollicités individuellement sans passer par leurs structures. J'eus moi-même à me déplacer à la mi-mai dans le Constantinois, à la fois pour la Région et pour certains contacts individuels.

Le mois suivant, le comité central, encore théoriquement légal mais travaillant dans des conditions de semi-clandestinité, entérina les orientations pour les assumer dans leurs différentes dimensions politiques et organiques. Les structurations, affectations individuelles et les premières activités armées autonomes (non revendiquées publiquement) se sont poursuivies.

Elles ont pris une intensité nouvelle et une liberté d'action totale après l'interdiction du PCA et d'Alger républicain en septembre.

Sous couverture de ma participation à un congrès médical, je suis sorti deux semaines à l'étranger pour demander à des camarades volontaires de venir nous rejoindre (parmi eux Ahmed Inal et Anna Greki) et m'informer des expériences de la résistance au nazisme durant la Deuxième Guerre mondiale. A mon retour, je dus, deux mois plus tard, dans la deuxième quinzaine de décembre, entrer définitivement dans la vie clandestine. La presse coloniale venait d'annoncer en gros titres la présence et la mort (vraie ou supposée) de notre camarade Laid Lamrani, membre du CC du PCA et bâtonnier de l'Ordre des avocats de Batna, dans le maquis des Aurès qu'il avait rejoint au milieu de l'été. Il devenait trop risqué de poursuivre mes activités en vivant au grand jour, malgré les précautions prises. Tandis que les activités courantes se poursuivaient aux différents échelons, la préparation de «*L'opération Maillot*» fut prise en mains directement par la direction des CDL.

Il n'était pas indiqué, en effet, d'exposer cette entreprise aux lenteurs inévitables des échelons intermédiaires. Son importance et sa complexité technique nécessitaient un secret rigoureux et beaucoup de rapidité et de souplesse dans la coordination. Faute de réponse du FLN à nos relances de coopération, nous avions dû renoncer à une variante relativement plus simple, qui s'était présentée assez rapidement et aurait pu rapporter un armement neuf et plus moderne. Cela aurait nécessité une opération sur le trajet du convoi d'Alger vers Miliana, avec des moyens militaires que seuls les groupes de l'ALN pouvaient à ce moment-là mettre en œuvre. Il nous fallut opter pour une autre variante : récupérer à Alger le matériel ancien provenant de Miliana et dont se débarrassaient les unités françaises. C'était plus à la portée de nos moyens humains et matériels dans la capitale. Mais cela nécessitait, aussi, un plan et une mise en œuvre plus mobiles, comportant des risques d'échec plus grands, à cause de ses imprévus. Quant au matériel ancien qui sera pris, comme les mitraillettes Sten par exemple, il était connu pour avoir des défaillances : quelques mois plus tard, l'une d'elles s'enrayera alors qu'un général était à portée de tir des fedayin sur son passage, ce qui valut aux auteurs de cette action d'être capturés et à notre camarade Yahia Briki la condamnation à mort, qui heureusement ne sera pas exécutée.

Comment seront poursuivies la préparation et la réalisation du coup de main ?

SUITE EN PAGE 12